L'ETOILE.

Imprimé et publié tous les jours, par
BENJAMIN BAYON,
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

" Il faut que l'UNION soit conservée."

SAMEDI MATIN, 17 MAI 1834.

POUR GOUVERNEUR:

J. B. DAWSON.

Mémento pour les élections prochaines.

1°. On se rappelle qu'Edward D. White a voté en faveur d'une loi (sur les sucres) qui a été portée pour notre malheur et pour la ruine de notre état si florissant.

2°. Nous l'avons envoyé au Congrès pour défendre nos droits, et pour représenter nos besoins, il a vendu les uns et foulé aux pieds les autres.

Elevé parmi nous, JOHN B. DAWSON a grandi avec nous; ensemble nous avons vu notre pays passer de la servitude à l'indépendance. Il a toujours joui de l'estime de ses concitoyens. Comme galant homme, il a toujours été respecté, comme citoyen, il a toujours été aimé, et comme juge, il a toujours été honoré.

SECOND DISTRICT SENATORIAL:

B. MARIGNY.

Pour le Congrès:—1er. district, CH. GAYARRE',
" 2d " JAMES BRADFORD,
" 3e " J. WALKER.

Nous sommes autorisés à annoncer M. J. J. MERCIER comme candidat à la place d'alderman du 8e. district, en remplacement de M. Buisson, résignataire.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 17 mai.

L'élection du gouverneur approche de jour en jour, et c'est avec bonheur que nous annonçons que le général Dawson est certain d'être nommé à une majorité qui ne permettra pas à nos adversaires de nier la supériorité qu'a notre candidat sur celui qu'ils n'ont pas craint de présenter aux suffrages du peuple, malgré les grief accablants que ce même peuple a à lui reprocher. Au reste, les partisans de Mr. White seront les premiers à applaudir au choix de J. B. Dawson, lorsqu'ils seront à même de l'apprécier.—Mr. Dawson ne peut en vouloir aux hommes qui ne voteront pas pour lui; car, s'ils lui refusent leurs suffrages, c'est qu'ils ne le connaissent pas. Le général Dawson a visité dernièrement les paroisses Ste. Marie, St. Martin, Lafayette St. Landry, Avoyelles, Rapides, Natchitoches, Livingston et Concordia; sa présence dans ces différentes paroisses a suffi pour lui gagner tous les cœurs et nous pouvons, sans crainte d'être taxés d'exagération, dire qu'il obtiendra 2486 voix sur 3,880 que donnent ces paroisses réunies.

Maintenant sur 3,000 votant que fournissent les Floridas, Mr. White ne peut pas compter sur plus de 400 voix. Que l'on juge d'après ce calcul, de l'immense majorité qui est assurée à Mr. Dawson.

Nous appelons l'attention du conseil de ville sur l'ordonnance concernant la salubrité publique que nous avons publiée cette semaine. Nous le prions de la relire attentivement, et de s'occuper dans la séance de ce soir.

C'est ce soir que le conseil de ville doit s'occuper d'une question de la plus haute importance pour l'assainissement de notre ville; nous voulons parler de l'acquisition d'un terrain pour y établir un cimetière. Les marguilliers dans leur séance de Jeudi soir, ont passé une résolution pour l'achât de la terre de Mde. Vve. Fortin, et s'attendent pour conclure d'une manière définitive, que la participation du conseil de ville.

Si les aldermen veulent calculer les dépenses qu'a occasionnées le cimetière actuel, ils verront que le *remblai seulement* a été de près de 20,000 PIASTRES. Qu'ils ne s'arrêtent donc pas aux prix que leur demande Mde. Fortin, lorsque la ville est en proie à une épidemie terrible, lorsque nous devons nous attendre à revoir la fièvre jaune; qu'ils ne tiennent pas tant à l'argent du peuple quand il s'agit d'une mesure si indispensable.

On sait qu'il est impossible d'enterrer dans le cimetière actuel sans rencontrer des cadavres; et nous ne croyons pas, nous ne pouvons pas supposer que le conseil de ville puisse différer d'un seul instant l'acquisition d'un nouveau cimetière, sans s'attirer des reproches bien méritée de la part des habitans d'une ville aussi malheureuse que l'est la nôtre depuis 1832.

Espérons donc que le conseil de ville agissent dans l'intérêt général se réunir aux marguilliers, et que les vœux que nous formons pour cette amélioration si utile, seront accomplis.

NOUVELLES D'EUROPE.

La malle d'hier nous a apporté quelques journaux de New-York jusqu'au 2 de ce mois, de Philadelphie du 3, et de Charleston du 8.

Le *National Intelligencer* de vendredi 2 mai, nous donne le paragraphe suivant.

"Au moment où nous allions mettre sous presse nous apprenons que le Sénat, qui siégeait depuis quelques heures à huis clos venait de rejeter de nouveau, les quatre Directeurs de la Banque des E.-U., qui l'avaient déjà été par le Sénat, après avoir été nommés par le Président. Le second rejet a eu lieu à ce que nous apprenons à une majorité de 30 voix contre 11.

Les débats sur la Banque des Etats-Unis continuaient au Congrès. Le seul arrivage d'Europe, que nous remarquons dans ces journaux est celui du navire Francis, à Charleston, venant de Liverpool, d'où il est parti le 21 mars. Les nouvelles politiques ne sont pas bien importantes.

Nous donnons en anglais, l'état du marché à Londres et à Liverpool. Un postscriptum d'une lettre de cette dernière ville, en date du 21, dit: "La place est très languissante, et les cotons ne peuvent se soutenir."

(Communiqué.)

La situation financière de la Nouvelle Orléans est devenue depuis quelques jours si alarmante, que chacun se demande ce que va devenir le pays si les institutions humanitaires qui lui doivent leur existence, n'adoptent des mesures pour venir au secours de la population qui souffre, et lui procurer quelques soulagement.

On ne savait hier qu'il y a vice dans le système généralement suivi par nos banques, les ressources destinées à aider la masse, sont monopolisées par une poignée d'agioteurs qui, après avoir innondé la place d'un papier qui n'avait aucun représentatif réel, gardent par devers eux; les ressources qui se sont créés par ce tripotage, et narguent, avec une insultante impassibilité; les citoyens crédules qu'ils ont ruinés.

Un tel état de choses ne peut durer. La misère publique est à son comble. Il est temps d'aviser au moyen d'arrêter le mal, ou du moins d'en prévenir les conséquences; et c'est pour y parvenir qu'une assemblée publique, à la Bourse de Mr. Hewlett, est sollicitée pour demain Samedi, 17 du courant, à 7 heures du soir, par

PLUSIEURS CITOYENS.

(Du Globe de Washington.)

BANQUE D'ETAT.

Rapport du comité des voies et moyens, sur la manière dont on doit employer les banques d'états comme dépositaires des fonds publics. (Lu à la chambre des représentants, le 22 avril 1834.)

Mr. Polk, membre du comité des voix et moyens fait le rapport suivant: Le comité des voies et moyens, en conséquence de la troisième résolution de son premier rapport au sujet de la banque des Etats-Unis et des dépôts publics, qui a été adopté par la chambre, soumet le rapport suivant:

La chambre par son vote, ayant décidé "que les banques d'état pourraient continuer à être employées des dépôts publics: et qu'il est urgent pour le congrès d'adopter une mesure définitive, au manque d'une loi qui prescrivait un mode pour le choix, les sécurités à prendre, et le mode et les conditions d'après lesquelles, ils désirent être employés," le comité juges convenable, dans une mesure d'une telle importance, de demander au secrétaire du trésor, ce qu'il pensait à l'égard des réglements qu'il convenait d'adopter, si l'on voulait employer les banques d'état comme dépositaires des fonds publics, et les charger des opérations financières du gouvernement, et son opinion sur l'effet que ces réglements devaient produire sur le numéraire.—Le comité convint donc d'adresser une lettre au secrétaire, l'invitant à fournir les informations que l'on désirait; et il fait connaître ici la réponse qu'il en a reçu.

En déterminant le mode d'après lequel les banques de dépôt devront être choisie, le comité pense que, dans l'intérêt général, il est convenable de laisser d'abord le choix, au chef du département du trésor, ou à toute autre personne désignée par la loi, ainsi que le choix une fois fait, le pouvoir exécutif n'ait pas le droit de le révoquer, sans la sanction et l'approbation du congrès. Il cependant le congrès jugeait à propos de diriger lui-même, d'après la foi des banques qui seraient chargées des dépôt, alors au lieu de déléguer d'abord le pouvoir de faire ce choix à un officier exécutif, il n'y avait pas d'inconvénient à adopter les dispositions que l'on jugerait propre à protéger les fonds publics qui seraient déposés.

Le fait dont le comité fait le rapport, prescrit, précise, le mode dans lequel et par lequel, [illegible]

[illegible] banque d'état [illegible] [illegible] [illegible]